



ΔοΔΓ ΓΛηΓ βαΓΓ
INUIT TAPIIRIT KANATAMI

2007 - 2008

RAPPORT ANNUEL

TABLE DES MATIÈRES

LA PRÉSIDENTE	3
DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT	6
Le Comité national inuit sur la santé	6
Le Sommet sur la santé des Inuits	7
Le Sommet autochtone sur la santé	7
Le Groupe de travail d'ITK et de Santé Canada	8
La Préparation aux situations d'urgence	8
La Stratégie nationale sur le traitement	9
Le cancer	9
Les soins dentaires	9
Le Fonds de transition pour la santé des Autochtones	10
ArcticNet	10
Les eaux usées	11
Les enfants et la jeunesse	11
La Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Premières nations et les Inuits	12
La santé mentale	12
Le changement climatique	12
Les contaminants	13
La recherche	14
Les initiatives en matière de recherche et de données	14
Conseil autochtone national sur les espèces en péril	15
La cybersanté	15
La chasse au phoque et à l'ours polaire	15

DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE	17
Le logement	17
Les Jeux Olympiques d'hiver à Vancouver en 2010	18
L'éducation	18
La jeunesse	20
La prévention du suicide chez les jeunes	20
Le développement de la petite enfance	21
Le Comité technique de perfectionnement des ressources humaines inuites	22
Le Projet de recherche sur le développement des ressources humaines en milieu urbain	23
La langue et la culture	24
Le Sommet national des femmes autochtones	25
DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS	26
Soutien médiatique	26
Série de conférences inuites	26
Tournée de l'Arctique inuit	27
Édition	27
Technologie	27
Merci de vos dons à ITK	28
DÉPARTEMENT DE FINANCES	29
Rapport des vérificateurs	30
Bilan sommaire	31
État des résultats sommaire	32
Sommaire de l'état de modifications à l'actif net	33

LA PRÉSIDENTE

Une autre année s'est écoulée depuis mon élection en 2006 à titre de présidente d'Inuit Tapiriit Kanatami.

Consciente du grand honneur qui se rattache au poste de présidente d'ITK et des contributions importantes des personnes qui ont occupé ce poste avant moi, je me suis donc concentrée sur mes tâches.

Le travail d'ITK dépasse évidemment de loin les contributions individuelles de toute personne particulière et je remercie les membres du conseil d'administration et du personnel de leur travail sans relâche.

Depuis longtemps, nous sommes fiers de notre identité comme premier peuple de l'Arctique et un des trois peuples autochtones reconnus par la Constitution du Canada. Dans notre réseau d'organisations nationales, régionales et communautaires, nous sommes continuellement en mesure d'agir grâce au niveau élevé de notre unité interne et de notre but commun, ce qui a représenté et qui représente toujours nos valeurs essentielles et nos forces clés.

En passant l'année dernière en revue, j'aimerais faire quelques remarques sur le contexte international et national dans lequel nous évoluons.

À l'échelon international, nous avons remarqué des développements positifs ainsi que des aspects plus inquiétants.

En septembre 2007, après plus de vingt ans de travail assidu d'une coalition de peuples autochtones, d'organismes de droits de la personne et d'états bienveillants, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Le vote sur l'adoption de la Déclaration était de 144 en faveur et quatre voix contre. Malheureusement, le Canada était l'un des quatre états à voter contre la Déclaration. En dépit du vote du Canada, la Déclaration fait maintenant partie du régime international relatif aux droits de la personne, et les gouvernements et les peuples du monde entier sont mieux en mesure de juger les lois, les politiques et le comportement de tous les pays par rapport aux principes et aux normes établis dans la Déclaration.

Tous les Canadiens devraient être heureux de la résolution adoptée en avril par la Chambre des communes exprimant son appui accordé à la Déclaration et à sa mise en œuvre intégrale au Canada. L'histoire est clairement en faveur de la Déclaration et je suis convaincue qu'en raison du bon sens des Canadiens, la position du gouvernement du Canada va éventuellement évoluer et progresser. Nous remarquons déjà une transformation de ce genre en Australie, un autre pays qui a voté contre la Déclaration de l'Organisation des Nations Unies l'année dernière.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les autres organisations autochtones et organismes de droits de la personne de leur travail de grande valeur à l'appui de la Déclaration. Comme Inuits, nous sommes souvent pris à parti par des sociétés de protection des animaux qui décrivent sous un faux jour et rabaisent nos activités et nos pratiques de chasse. Il est important de se rappeler que malgré nos détracteurs, nous avons aussi des alliés dans le monde plus vaste des organisations non gouvernementales.

Au cours de l'année dernière, des groupes européens qui s'opposent à la chasse au phoque ont continué à menacer cette activité. Bien que leurs attaques aient visé la chasse au phoque dans le Canada atlantique, l'histoire nous enseigne qu'il est très difficile de protéger les collectivités et les familles inuites contre le dommage économique résultant du boycott des peaux et des produits du phoque. Nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement fédéral est maintenant prêt à contester le boycott européen des peaux et des produits du phoque, en vertu d'accords commerciaux

internationaux, mais une telle action ne doit être qu'une partie d'une plus ample stratégie en vue de sensibiliser l'opinion publique internationale aux réalités scientifiques et culturelles.

L'année dernière, des études scientifiques ont continué à souligner que le changement climatique mondial est une menace pour toute l'humanité. Bien qu'il y ait eu quelques efforts de haut niveau en vue d'obtenir un consensus d'envergure mondiale sur ce qu'il faut faire et ce qu'il sera fait, nous sommes encore loin d'un plan d'action solide et fiable. ITK continue d'insister tant sur l'importance essentielle d'un projet national efficace pour réduire les émissions de carbone que sur le besoin de mesures d'adaptation dans l'Arctique où les répercussions du changement climatique sont déjà ressenties de façon tangible.

Au Canada, l'année dernière a aussi été un mélange de réalisations et de déceptions.

Les Inuits ainsi que d'autres peuples autochtones continuent à rester en arrière des autres Canadiens par rapport aux mesures essentielles de bien-être socio-économique, en particulier dans les secteurs clés de la santé, du logement et de l'éducation. Bien qu'ITK et d'autres organisations inuites soient optimistes en pensant que l'investissement et la créativité dans le secteur privé puissent générer de nombreux nouveaux emplois et perspectives pour les Inuits, il serait très imprudent de penser que les effets de retombée des activités économiques du secteur privé puissent combler rapidement les lacunes sérieuses dans les conditions de vie et les perspectives de base.

Le gouvernement fédéral doit faire preuve de plus de leadership et d'un sens bien ciblé de ses responsabilités juridiques et politiques pour voir à ce que les politiques sociales touchant l'Arctique conviennent pour fournir aux régions, aux collectivités et aux familles une plus grande confiance par rapport à l'avenir. Il nous faut investir dans la jeunesse inuite maintenant, afin qu'elle puisse relever les défis de l'avenir. Il nous faut aussi veiller à ce que les aînés et les autres personnes vulnérables ne soient pas négligés ou marginalisés.

L'Arctique canadien et l'ensemble du secteur circumpolaire ont fait l'objet d'une attention plus marquée de la part des Canadiens et du monde entier que par les années passées. Une grande partie de cette attention porte sur le changement climatique, les possibilités de développement massif de ressources et de richesses naturelles, et les aspects juridiques, diplomatiques et militaires en matière de souveraineté et de relations entre les états arctiques. On a prêté beaucoup moins d'attention aux réalités culturelles et démographiques critiques de l'Arctique canadien. Les Inuits en sont pourtant les habitants ancestraux; l'histoire de l'occupation humaine de l'Arctique canadien est l'histoire même des Inuits.

Les Inuits représentent, et s'attendent à demeurer, la majorité de la population permanente des quatre régions du Nunaat inuit, et ils possèdent des droits et des rôles légitimes qui se sont établis dans le cadre de cette attente. L'élaboration de politiques publiques canadiennes pour l'Arctique doit absolument être fondée sur un partenariat continu et authentique avec les Inuits. Un tel partenariat doit faire face aux lacunes et aux problèmes sociaux et économiques de base et les surmonter. Tout simplement, la souveraineté commence chez soi; les Inuits sont ici pour y rester et ils y comptent; le développement doit aider les gens et engendrer la prospérité.

Au cours de l'année, j'ai utilisé mon poste à titre de présidente d'ITK pour soulever régulièrement ces questions dans plusieurs endroits différents. J'en ai fait état à la population canadienne du sud dans le cadre de ma tournée de conférences nationale. Je les ai soulevées lors de réunions avec des ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement. Je les ai discutées avec des universitaires et des chercheurs. Ces questions ont figuré dans plusieurs exposés de position d'ITK et dans des commentaires sur des activités publiques, y compris les commentaires d'ITK sur le discours du Trône l'automne dernier et le budget fédéral ce printemps. ITK a inclus ces questions dans une proposition en vue d'une stratégie intégrée pour l'Arctique, offrant ses propres idées dans une réaction rapide et constructive lorsque le gouvernement a annoncé son intention d'établir une stratégie pour le Nord.

Je ne veux pas prétendre que ces questions, ainsi que mon insistance, ont été accueillis avec enthousiasme dans tous les endroits et à toutes les occasions. Lors de mes discours et échanges

avec des Canadiens particuliers, j'ai remarqué beaucoup de compréhension et de soutien. Avec les personnes occupant une fonction politique ou bureaucratique, la réception a été plus contrastée, bien que plutôt positive, au fur et à mesure que les occasions de dialogue sincère avaient lieu. En dépit de la différence de réactions, une part importante du rôle de chef de l'organisation nationale inuite du Canada consiste à donner l'heure juste aux autorités.

Le travail médiatique l'année dernière a aidé à communiquer les questions d'intérêt pour ITK aux Canadiens partout dans le pays – dans l'Arctique, à Ottawa et dans le sud du Canada. Les médias d'ITK, y compris la revue *Inuktitut* et le site Web, sont d'excellents moyens de transmettre nos messages à un vaste public. Ce travail, en plus de notre présence régulière dans les médias nationaux, a aidé à faire connaître les questions touchant les Inuits du Canada. En 2007-2008, j'ai accordé des entrevues pour un grand nombre d'articles qui ont été publiés dans les journaux et les revues à l'échelle nationale en plus d'un grand nombre d'émissions de télévision et de radio.

Les membres d'ITK représentent les quatre organisations chargées des revendications territoriales régionales, et ITK travaille aussi étroitement que possible avec ces membres sur des questions prioritaires partagées à l'échelle nationale et régionale. Comme les autres Inuits, je suis très fière de voir progresser les plans d'action des Inuits tant à l'échelon régional qu'à l'échelon national. Il est également important de se rappeler que le travail d'ITK au jour le jour est effectué par ses deux principaux départements d'action politique : le département de la Santé et de l'Environnement et le département du Développement socio-économique. Le travail de ces départements est décrit plus en détail dans d'autres parties de ce rapport annuel.

Parmi les succès obtenus au cours de l'année dernière, en plus de ceux que j'ai déjà mentionnés, voici ceux qui me paraissent très importants :

- La tenue du Sommet sur la santé des Inuits à Kuujuaq, en janvier 2008
- L'organisation du Sommet national sur l'éducation des Inuits avec la participation de la gouverneure générale à Inuvik, en avril 2008
- Le lancement du Centre du savoir inuit d'ITK – J'aurai beaucoup à dire au sujet de cette initiative dans mon rapport de 2009
- L'organisation de la première réunion tenue à Iqaluit avec le ministre de l'Environnement sur l'adaptation au changement climatique dans le contexte des Inuits

Nous prévoyons veiller à ce que la voix des Inuits se fasse entendre à l'échelon national et au-delà du Canada pour encore très longtemps.

Département d'administration d'ITK :

Mary Simon : Présidente

Jim Moore : Directeur exécutif

Kathleen Tagoona : Adjointe administrative de la présidente

Secrétariat exécutif :

Rosemary Cooper : Coordination des politiques

John Merritt : Soutien aux politiques stratégiques

Scot Nickels : Soutien scientifique principal

Planification stratégique, information et technologie : Rosemary Cooper, Craig Clark, Marcel Mason

DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

En juillet 2007, le département de la Santé et celui de l'Environnement d'ITK se sont fusionnés. Grâce à ce fusionnement, les liens entre les diverses questions gérées séparément par les deux départements ont produit des synergies supérieures.

Parmi les points saillants en 2007-2008, on compte le Sommet sur la santé à Kuujuaq, la signature d'une l'entente avec le ministre de la Santé et la tenue de consultations avec le ministre de l'Environnement à Iqaluit.

LE COMITÉ NATIONAL INUIT SUR LA SANTÉ

Le Comité national inuit sur la santé (CNIS) détermine les priorités des Inuits en matière de santé, fournit des conseils au département de la Santé d'ITK et des suggestions au conseil d'administration d'ITK, tout en assurant une représentation nationale auprès des initiatives et des processus stratégiques inuits.

Toutes les questions touchant la santé dans le présent rapport ont été discutées lors des réunions du CNIS, elles ont donné lieu à des consultations de niveau élevé du point de vue des Inuits et à une orientation pour que le Conseil d'administration d'ITK puisse prendre des mesures et donner des approbations éclairées.

Au cours du dernier exercice, le Comité national inuit sur la santé a tenu les réunions suivantes :

- Les 8 et 9 mai 2007 – Ottawa
- Juin 2007 – Téléconférence
- Juillet 2007 – Téléconférence
- Août 2007 – Téléconférence
- Les 15 et 16 novembre 2007 – Ottawa
- Décembre 2007 – Téléconférence
- Le 15 janvier 2008 – Kuujuaq
- Février 2008 – Téléconférence
- Le 3 mars 2008 – Winnipeg

Voici les membres du CNIS pour l'exercice 2007/2008 :

- Natan Obed – Nunavut Tunngavik Incorporated, président du CNIS
- Larry Gordon – Inuvialuit Regional Corporation
- Jeannie May – Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déléguée de la Société Makivik)
- Michelle Kinney – Sous-ministre de la Santé, gouvernement du Nunatsiavut (déléguée du Nunatsiavut)
- Jason Tologanak – Conseil national des jeunes Inuits
- Onalee Randell – Directrice de la Santé d'ITK

Corrine Grey – Directrice administrative, CCI (Canada), observatrice

Ulrike Komaksiutiksak, Gestionnaire, Soins de santé maternelle et infantile, Pauktuutit, observatrice

Diane Kinnon, Directrice, Inuit Centre, Organisation nationale de la santé autochtone, observatrice

LE SOMMET SUR LA SANTÉ DES INUITS

Le premier Sommet sur la santé des Inuits a eu lieu à Kuujuaq, au Nunavik, Québec, les 16 et 17 janvier 2008. L'activité, organisée par ITK et la province de Québec, a été présidée conjointement par la présidente Mary Simon et Russell Copeman, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et des services sociaux du gouvernement du Québec.

Le Sommet a rassemblé le gouvernement du Canada, du Québec, de Terre-Neuve et Labrador, du Nunavut et des T.N.-O. Ont également participé des leaders inuits provenant d'ITK, de Makivik, du gouvernement du Nunatsiavut, de la Nunavut Tunngavik Inc. (NTI), de l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC), du Conseil circumpolaire inuit (CCI), de Pauktuutit et du Conseil national des jeunes Inuits (CNJI). Cette structure fédérale-provinciale-territoriale-inuite (FPTI) a fourni les conditions les plus appropriées pour la réunion en vue de discuter comment les compétences respectives peuvent travailler en collaboration afin d'améliorer la santé des Inuits.

Les discussions portaient sur les questions prioritaires relatives aux pénuries en matière de ressources humaines en santé dans les collectivités inuites, les défis auxquels sont confrontés les programmes communautaires en place et le besoin continu de programmes additionnels pour améliorer le bien-être mental et la santé dans les collectivités inuites.

Le Sommet a aussi fourni à la présidente Simon et au ministre Clement l'occasion de faire rapport sur les réalisations du premier groupe de travail d'ITK / de Santé Canada et d'annoncer l'établissement du Bureau de la santé des Inuits au sein de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits de Santé Canada. Un rapport a aussi été présenté sur le financement d'un projet pilote afin d'explorer de nouvelles approches pour recueillir des données particulières aux Inuits, le financement d'un projet pour la promotion du bien-être mental dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes autochtones et la création d'une équipe inuite en bien-être mental.

Le Sommet s'est terminé par une recommandation que toutes les compétences continuent à se réunir pour élaborer une stratégie relative aux ressources humaines en santé qui soit particulière aux inuits.

LE SOMMET AUTOCHTONE SUR LA SANTÉ

Les leaders autochtones de l'ensemble du pays ainsi que des ministres et des fonctionnaires provinciaux et territoriaux se sont réunis à Winnipeg les 3 et 4 mars 2008 pour le Sommet national sur la santé des Autochtones. Le Sommet était une séance de suivi à celui tenu en 2006 en Colombie-Britannique et à la réunion des premiers ministres sur la santé des Autochtones à Kelowna en 2005.

Le Sommet national sur la santé des Autochtone était divisé en trois ateliers particuliers à la culture (inuite, métisse et des Premières nations), chacun étant ouvert à tous les délégués. Les délégués inuits ont profité de l'occasion pour consolider le travail effectué pendant le Sommet sur la santé des Inuits à Kuujuaq et a porté sur deux priorités – les ressources humaines en santé et un appui aux programmes communautaires.

Les délégués ont discuté l'élaboration d'un plan d'action sur les besoins dans le secteur des ressources humaines en santé dans les collectivités inuites, et pour discuter comment les

programmes communautaires déjà en place dans certaines collectivités et qui ont du succès peuvent être appuyés et consolidés.

Le groupe a établi des principes directeurs pour la stratégie de ressources humaines en santé et déterminé un certain nombre de résultats réalisables dans une période de trois ans, y compris l'élaboration de plans de soins de santé communautaires exhaustifs intégrant tous les programmes sociaux et de santé à un plan directeur; la préparation de programmes d'études pour l'ensemble de l'Arctique pour les intervenants en matière de santé; l'élaboration de plans communautaires visant à garder les enfants et la jeunesse dans le système scolaire; l'établissement d'un centre de santé mentale à double rôle visant à fournir des services nécessaires à la collectivité et à perfectionner les capacités des intervenants en matière de santé et à les appuyer, y compris par le perfectionnement professionnel.

LE GROUPE DE TRAVAIL D'ITK ET DE SANTÉ CANADA

Un nouveau groupe de travail formé de représentants d'ITK et de Santé Canada a été mis sur pied en avril 2007 pour explorer et élaborer des approches dans des domaines d'intérêt commun en vue d'améliorer la santé des Inuits. Un plan de travail commun a été présenté lors de l'annonce de la création du groupe de travail au cours d'une conférence de presse conjointe qui a eu lieu au bureau d'ITK à Ottawa en présence de l'honorable Tony Clement, ministre de la Santé et Mary Simon, présidente d'ITK.

Le plan de travail commun s'articulera autour de quatre principaux domaines : la mise sur pied d'un Bureau de la santé des Inuits à Santé Canada pour mieux traiter les problèmes de santé propres aux Inuits; une collaboration pangouvernementale; l'amélioration de la qualité des services de santé et leur accès; l'exploration d'approches pour renforcer le partage, l'infrastructure, l'information et la recherche des données ayant trait aux Inuits, grâce à des partenariats régionaux et nationaux.

Le groupe de travail est composé de six membres : des hauts fonctionnaires de Santé Canada, c'est-à-dire un représentant du bureau du sous-ministre, le sous-ministre adjoint de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, et un représentant du Cabinet du ministre de la Santé; le directeur exécutif d'ITK, le directeur de la Santé et de l'Environnement d'ITK et le président du Comité national inuit sur la santé.

LA PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

Tous les échelons du gouvernement reconnaissent de plus en plus l'importance de gérer avec efficacité la Préparation aux situations d'urgence et organisation des secours (Emergency Preparedness and Response ou EPR) pour protéger la sécurité de leurs citoyens.

Les collectivités inuites du nord canadien se préoccupent de plus en plus de la nécessité d'un plan d'EPR efficace. Comme membre du Groupe de travail sur l'aide mutuelle de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada, Inuit Tapiriit Kanatami a entrepris un balayage d'information pour recueillir des renseignements à l'échelle provinciale/territoriale, régionale et communautaire sur l'état de l'EPR dans les quatre régions inuites du Canada. Les données recueillies aideront le groupe de travail à déterminer les lacunes, les forces et les obstacles auxquels les collectivités inuites font face en ce qui concerne l'EPR, et à y réagir.

LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LE TRAITEMENT

Le Groupe de travail sur la Stratégie nationale sur le traitement a été mis sur pied pour élaborer un cadre de travail pour la Stratégie nationale sur le traitement. Il a pour mandat de préparer un rapport comportant des recommandations nationales en vue de prendre des mesures pour optimiser les réactions des services de santé aux problèmes liés à la consommation d'alcool et de drogues au Canada. Les membres du Groupe de travail ont été choisis à partir de divers secteurs et compétences qu'ils représentent bien, possédant une expérience et une expertise dans les domaines suivants : clinique, politique, gouvernemental, communautaire, inuit, des Premières nations, de la clientèle et de la prestation de soins. Le Groupe de travail a reconnu le besoin d'appuyer tant les préoccupations culturelles que juridictionnelles et reconnu la contribution des membres des organisations autochtones d'avoir fourni l'accès aux services et au soutien pour la consommation d'alcool et de drogues au Canada.

La Stratégie nationale sur le traitement est fondée sur plusieurs principes clés, notamment la collaboration, le respect de la diversité et l'approche axée sur la clientèle. Le rapport et les recommandations seront mis au point et distribués à l'été 2008.

LE CANCER

ITK va de l'avant avec des initiatives pour sensibiliser davantage le gouvernement et les organisations non gouvernementales aux questions liées au cancer chez les Inuits. Au cours de 2007-2008, ITK a établi des relations avec des organismes de lutte contre le cancer tels que : Partenariat canadien contre le cancer, Société canadienne du cancer et Réseau d'action de lutte au cancer. Il est important que ces groupes clés travaillant à la prévention, aux soins et au traitement du cancer au Canada reconnaissent les réalités inuites et y réagissent.

En 2007, ITK a travaillé à élaborer un document de travail et des feuillets de renseignements sur les Inuits et le cancer. Ces documents ont pour objet d'engager le dialogue sur les besoins particuliers des Inuits au Canada pour le traitement du cancer. Le document de travail présente des recommandations sur la façon d'améliorer l'accès des Inuits aux services et aux ressources pour le traitement du cancer. On prévoit qu'il sera utilisé pour aider à établir des politiques avec différents échelons de gouvernement et dans le cadre de l'ensemble de la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer.

ITK est résolu à améliorer les connaissances relatives aux Inuits et le cancer. ITK a retenu les services de chercheurs dans le domaine du cancer en vue d'augmenter le volume de données particulières aux Inuits sur le cancer.

LES SOINS DENTAIRES

En réponse aux préoccupations sur les soins dentaires soulevées par les quatre régions inuites et selon les instructions du Comité national inuit sur la santé (CNIS), ITK a mis sur pied un Comité consultatif d'experts en soins dentaires. Ce comité examine les stratégies et les solutions possibles en vue d'améliorer les soins dentaires pour les Inuits, et fournit des renseignements au CNIS.

Le CNIS a déterminé qu'il y a un manque de données relatives à l'état de la santé dentaire des Inuits comparativement à celles des autres Canadiens. ITK collabore avec le Bureau du dentiste en chef et Statistique Canada sur la mise en œuvre d'un sondage sur la santé dentaire en vue de recueillir des données sur l'état de la santé dentaire des adultes et des enfants inuits dans trois régions inuites.

Ces renseignements seront ensuite intégrés aux données existantes du Nunavik pour former une vue d'ensemble nationale qui sera ensuite comparée à ce qui est disponible pour le sud du Canada afin de dresser un plan d'action visant à régler toute irrégularité.

LE FONDS DE TRANSITION POUR LA SANTÉ DES AUTOCHTONES

Dans le cadre du travail d'ITK auprès du Fonds de transition pour la santé des Autochtones (FTSA), le personnel d'ITK a appuyé et facilité le travail et la communication efficace de quatre coordonnateurs de l'engagement régional (CER), ainsi que la tenue de deux réunions du groupe de travail inuit sur le FTSA. De plus, le personnel d'ITK a administré les ententes de contribution pour les CER, facilité la participation des Inuits aux comités nationaux d'intégration et d'adaptation du FTSA, fourni des services de secrétariat pour les réunions du groupe de travail sur le FTSA et assuré la communication entre les CER et le secrétariat du FTSA.

Le personnel d'ITK a aussi déterminé et communiqué des indicateurs régionaux sur la santé des Inuits, des besoins, des lacunes, des priorités et des secteurs pouvant bénéficier d'être intégrés au FTSA. D'autres travaux comprenaient le soutien d'organisations inuites communautaires à l'élaboration de stratégies de mise en œuvre et de cadres d'évaluation du FTSA. Des recherches et des revues documentaires ont été aussi achevées selon les instructions des CER pour appuyer l'intégration et l'adaptation des services de santé pour les Autochtones.

ARCTICNET

ArcticNet est un réseau de centres d'excellence du Canada qui regroupe des scientifiques et des gestionnaires en sciences naturelles, en sciences de la santé et en sciences sociales avec leurs partenaires des organisations inuites, des communautés nordiques, des organismes fédéraux et provinciaux ainsi que du secteur privé pour étudier les impacts des changements climatiques dans l'Arctique canadien côtier. ArcticNet est situé à l'Université Laval, et il a reçu 25,7 M\$ pour la recherche entreprise entre 2003 et 2008.

ITK et le CCI occupent quatre sièges au conseil d'administration d'ArcticNet. Le conseil d'administration est responsable de l'ensemble de la gouvernance d'ArcticNet. Les membres inuits du conseil voient à ce qu'ArcticNet intègre les connaissances traditionnelles dans la conception des projets et que la participation communautaire comprenne une vision à long terme pour la formation et le renforcement des capacités des Inuits. Les membres actuels du conseil d'administration d'ArcticNet sont Mary Simon (ITK), Duane Smith (CCI), Pita Aatami (Makivik) et James Eetoolook (NTI).

Les Inuits participent aussi au Comité de gestion de la recherche (CGR) d'ArcticNet. Le CGR examine les projets, détermine l'ordre de priorité des recherches et recommande des affectations budgétaires. Les membres actuels du CGR sont Larry Carpenter (IRC), Scot Nickels (ITK) et Stephanie Meakin (CCI).

Trois projets scientifiques nordiques codirigés sont actuellement financés par ArcticNet:

1. Les impacts climatiques sur les espèces sentinelles d'ombles arctiques dans le nord du Canada, projet codirigé par Michael Power et Bill Doidge de la Société Makivik.
2. Les changements climatiques dans le nord du Québec et au Nunavik : L'accès aux territoires et aux ressources, projet codirigé par Chris Furgal et Martin Tremblay de l'Administration régionale Kativik.
3. Nunatsiavut Nuluak : L'inventaire de base et l'évaluation comparative de trois écosystèmes marins des fiords dans le nord du Labrador, projet codirigé par Ken Reimer et Marina Biasutti du gouvernement du Nunatsiavut.

LES EAUX USÉES

Au cours de 2007-2008, ITK, travaillant en collaboration avec les quatre régions inuites, a achevé la revue de la Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales. L'organisation a aussi effectué la revue de la Proposition de cadre réglementaire sur les eaux usées d'Environnement Canada visant à analyser les impacts nocifs des décharges d'eaux usées sur la santé publique et l'environnement.

Environnement Canada a invité des représentants d'ITK et d'organisations régionales inuites à participer à des réunions de consultation dans divers emplacements. Il est possible que la participation des représentants régionaux inuits et d'ITK à plusieurs réunions puisse être considérée comme adéquate par Environnement Canada; cependant, les participants ont jugé que l'ensemble du processus de consultation était très insuffisant pour ce qui est de la représentation, du calendrier d'activités, de la représentation communautaire et de l'attribution du soutien financier.

En raison de ces lacunes, ITK, les organisations inuites de revendications territoriales régionales et les collectivités inuites se sont réservé le droit de modifier les conclusions en tout temps, en particulier quand les projets de règlement auront été rendus publics. De plus, ITK et les représentants des quatre régions inuites de revendications territoriales ont jugé que ce processus de consultation récemment conclu est inadéquat tel qu'il a été effectué par Environnement Canada, et ils considèrent que le Ministère n'a pas respecté l'obligation de la Couronne de consulter. ITK a écrit au ministre de l'Environnement au sujet de cette situation.

LES ENFANTS ET LA JEUNESSE

Mary Simon a adopté cette question comme sa priorité à titre de présidente d'ITK. Pendant cette période, deux présentations importantes ont été faites à ce sujet. La première a eu lieu lors du 2^e Congrès international sur la santé des enfants autochtones à Montréal et la deuxième, au Sommet sur la santé des enfants de l'Association médicale canadienne à Ottawa.

Lors de ces forums, on a exposé les lacunes inacceptables dans les conditions de vie des enfants et des jeunes inuits dans l'Arctique comparativement à celles des mêmes groupes d'âge dans le sud du Canada. Les mesures entreprises par ITK afin de combler les lacunes pour les enfants et les jeunes inuits sont les suivantes :

- Élaborer une stratégie commune sur les enfants et les jeunes inuits pour aborder les questions du développement social et économique. Il en résultera une stratégie intégrée liant les questions relatives au logement, à l'éducation et au développement économique en vue d'analyser la réalité démographique des collectivités inuites.
- Établir des partenariats avec le secteur public et le secteur privé menant à la construction d'un centre de traitement de la toxicomanie dans l'Arctique, et à l'élaboration de programmes de traitement pour tenir compte des circonstances particulières des enfants et des jeunes inuits. Ces mesures représenteront un engagement pour lutter contre le taux intolérable d'abus d'alcool ou d'autres drogues et de suicide qui est jusqu'à onze fois plus élevé dans certaines collectivités inuites que la moyenne canadienne.
- Demander au gouvernement du Canada de créer un poste d'ombudsman autochtone pour les enfants et la jeunesse.

LA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LE TABAGISME CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS

À l'automne 2007, les fonds attribués à la Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Premières nations et les Inuits ont été coupés du budget fédéral. Le Comité national inuit sur la santé (CNIS) a décidé par la suite de poursuivre l'élaboration d'une stratégie d'intervention. Au début de 2008, le CNIS a approuvé la Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Inuits.

La Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Inuits a été élaborée par le Groupe de travail inuit national sur le tabagisme et des représentants additionnels des quatre régions inuites du Canada et d'organisations inuites nationales.

Le besoin d'une stratégie de lutte contre le tabagisme propre aux Inuits est fondé sur un nombre de facteurs importants, dont l'usage extrêmement élevé du tabac par les Inuits en comparaison aux autres Canadiens. Par exemple, 70 % des adultes et des jeunes inuits sont des fumeurs, tandis que le taux équivalent pour les Canadiens du sud est seulement d'environ 20 %. La Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT) élaborée par l'Organisation mondiale de la Santé décrit aussi une approche particulière en ce qui concerne les peuples autochtones. La stratégie est inspirée par le fait que la société traditionnelle inuite n'utilisait pas le tabac et la vision voulant que les Inuits et les collectivités inuites soient les premiers à abandonner le tabac.

ITK prendra des mesures pour mettre en œuvre la stratégie en 2008-2009.

ITK est un participant actif à l'élaboration du Cadre de santé pulmonaire pour le Canada, dont la mise au point devrait être terminée à l'automne 2008. En collaboration avec un comité directeur, on a déterminé, grâce à cette stratégie, que dans le domaine de la santé respiratoire, il y a une disparité dans la santé pulmonaire entre les Canadiens du sud et les Inuits. La clé du succès de cette stratégie est de reconnaître qu'il faut aborder les déterminants de la santé tels que l'environnement, la pauvreté, le logement et la nutrition en vue d'obtenir des résultats réels.

LA SANTÉ MENTALE

La santé mentale constitue la plus importante des priorités inuites en matière de santé et ce dossier a connu des progrès importants l'année dernière. Le Groupe d'étude sur le mieux-être mental 'Alianait' a présenté son Plan d'action stratégique, en collaboration avec le comité consultatif sur la santé mentale des Premières nations et des Inuits, au Comité national inuit sur la santé (CNIS) en mai 2007. Les plans ont été approuvés en principe. Ils ont été présentés par la suite à des conférences et des réunions nationales et internationales, y compris la Commission de la santé mentale du Canada.

ITK continue à travailler avec les régions inuites par l'intermédiaire d'Alianait et du CNIS pour souligner le besoin de programmes et de services améliorés de lutte contre la toxicomanie. À l'heure actuelle, les régions inuites examinent une stratégie nationale de traitement des toxicomanies préliminaire.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement de la planète continue à conserver sa position au sommet des préoccupations mondiales. L'année dernière a été mémorable en raison de la participation d'ITK à des réunions de haut niveau, dont la 13^e Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP 13), qui a eu lieu à Bali, en Indonésie, et les discussions sur le changement climatique avec les Inuits au Nunavut en février 2008.

La présidente d'ITK Mary Simon a été choisie à titre de consultante indépendante auprès de l'honorable John Baird, ministre d'Environnement Canada, lors de la CdP 13. Pendant son séjour à Bali,

le ministre Baird a demandé qu'ITK facilite une réunion qui aurait lieu à Iqaluit, en vue de fournir des renseignements par rapport au financement annoncé par le Canada à Bali, dont le financement pour les collectivités autochtones et du nord pour évaluer les vulnérabilités et les possibilités clés, et pour examiner les mesures d'adaptation en matière de santé dans les collectivités inuites dans le nord.

La réunion de consultation d'Iqaluit a eu lieu le 8 février 2008 avec la participation du ministre Baird. ITK et toutes les organisations inuites régionales étaient présentes, ainsi que des représentants du Athabasca Arctic Council, des Premières nations du Yukon et de Gwitch'in International. La réunion a fourni l'occasion aux participants de communiquer directement avec le ministre en ce qui concerne les répercussions du changement climatique à l'échelon régional, national et international.

ITK continue de travailler avec les régions inuites pour élaborer des processus afin que les collectivités inuites puissent profiter des ressources financières annoncées à Bali. ITK poursuivra la mise sur pied d'un groupe de travail inuit sur le changement climatique lors du prochain exercice.

LES CONTAMINANTS

ITK joue un rôle clé dans le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN) en collaborant avec le Conseil circumpolaire inuit (CCI) du Canada et les régions inuites. Le département s'est concentré cette année sur la préparation d'un nouveau plan directeur sur l'éducation et les communications pour servir de guide au programme en vue d'aborder les questions et les préoccupations des Inuits.

Le PLCN a marqué son 15^e anniversaire par la présentation d'une vue d'ensemble de l'état de santé de l'Arctique au cours des 15 dernières années, du point de vue des contaminants. Les leaders du nord continuent de promouvoir le PLCN comme un programme de recherche unique et novateur. Le PLCN intègre les Inuits aux projets de recherche comme partenaires de plein droit.

Les niveaux de contaminants chez les inuits continuent à diminuer, tel qu'il a été déclaré à la réunion du 15^e anniversaire et les chercheurs ont recommandé que les Inuits ne devraient pas changer leur diète traditionnelle saine. La préoccupation principale de plusieurs chercheurs était la question de l'augmentation du mercure et du nouveau style de contamination par les polluants organiques persistants dans l'Arctique. Grâce au PLCN, on continuera à surveiller ces contaminants au cours de nombreuses années à venir au moyen d'un programme de surveillance à long terme en vue de suivre de près le niveau des divers contaminants dans la faune de l'Arctique.

La fusion des départements de la Santé et de l'Environnement au sein d'ITK a eu un effet positif sur la communication de renseignements sur les contaminants de façon plus globale. Il y a plusieurs questions en matière de santé dans l'Arctique qui sont considérées plus urgentes que la présence et les effets à long terme des contaminants. Une grande partie des discussions d'ITK avec les régions concernant la transmission de messages a porté sur le souhait que les messages sur les contaminants soient remis dans leur contexte de diverses façons. On a convenu que la transmission de messages sur les contaminants seulement (p. ex. messages sur les niveaux de contaminants dans l'atmosphère, la nourriture, l'eau, la faune ou les personnes) fait plus de tort que de bien. Compte tenu de cette situation, il peut ne pas être prudent de continuer à bombarder les collectivités inuites avec des renseignements sur les contaminants, par crainte d'augmenter l'anxiété à propos du problème. Si la transmission de messages ne tient pas compte des questions comme la nutrition, la salubrité alimentaire et les pratiques culturelles, elle peut être considérée improductive.

ITK a joué un rôle important en collaborant aux programmes de recherche tels que le PLCN, l'Année polaire internationale (API), l'Initiative portant sur les écosystèmes nordiques, ArcticNet, le Centre pour

la santé des Inuits et les changements environnementaux Nasivvik pour établir des communications plus globales, et aux propositions pour le renforcement des capacités qui aident en fin de compte à positionner les efforts de communication dans le contexte plus général de la recherche dans l'ensemble de l'Arctique.

LA RECHERCHE

ITK joue un rôle de coordination important en veillant à ce que la recherche touchant les Inuits soit effectuée dans les quatre régions. À cette fin, ITK coordonne le programme régional de conseillers en recherche inuite (Inuit Research Advisor ou IRA), financé par ArcticNet, le Centre pour la santé des Inuits et les changements environnementaux Nasivvik, et le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord.

Les postes de conseillers en recherche inuite ont été établis pour faciliter la recherche sur les contaminants, le changement climatique et la santé environnementale dans les régions inuites, et pour faire participer les Inuits à des activités de recherche importantes pour leurs collectivités.

Au cours de 2007-2008, ITK a recommandé un examen des postes de conseillers en recherche inuite du point de vue inuit pour déterminer comment améliorer le programme et l'efficacité, et pour examiner les secteurs qui posent problème.

ITK a communiqué avec les organismes de financement en ce qui concerne cet examen. Selon les résultats de l'examen, ITK espère proposer aux programmes de financement les moyens les plus appropriés d'améliorer l'efficacité, la connectivité de la collectivité de recherche et la coordination des recherches.

LES INITIATIVES EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DONNÉES

Un groupe de travail formé de représentants de Santé Canada et d'ITK a été mis sur pied en avril 2007 avec un plan de travail de six mois pour faire avancer les dossiers dans le domaine de la santé des Inuits. Une des composantes considérée comme un domaine d'intérêt commun était celle des données, des recherches et des renseignements ayant trait aux Inuits. En particulier, le groupe de travail a déterminé la nécessité d'explorer des approches pour faciliter le partage des données et renforcer l'infrastructure de gestion des données. Un des produits livrables à court terme, considéré comme un élément de la composante données/information/recherche, est d'entamer des discussions sur le potentiel de développement d'un ensemble de données et de renseignements sur la santé des Inuits.

Santé Canada a préparé un document énumérant des sources de données inuites disponibles et où peuvent avoir lieu l'expansion et les déterminants de la santé des Inuits. Pendant le Sommet sur la santé des Inuits à Kuujuaq en janvier, le ministre Clement a annoncé un financement pour un projet pilote en vue d'explorer de nouvelles approches pour la collecte de renseignements sur la santé des Inuits. Quatre projets communs potentiels ont été décrits, et ils seront discutés par le Comité national inuit sur la santé afin de déterminer les prochaines étapes.

CONSEIL AUTOCHTONE NATIONAL SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL

2007-2008 représente la fin du mandat de deux ans pour tous les membres du Conseil autochtone national sur les espèces en péril (CANEP), à l'exception de M. Larry Carpenter, qui a été nommé au poste par ITK un an après que les autres membres du Conseil ont été nommés par le ministre de l'Environnement. À partir du 1^{er} mars 2008, quatre nouveaux membres du CANEP ont été nommés pour remplacer quatre anciens membres, tandis que Larry Carpenter et Beverly Jacobs poursuivent leur mandat de deux ans.

ITK est heureuse que M. Carpenter continue dans son rôle à titre de représentant inuit au Conseil. Ses connaissances sur la faune, les revendications territoriales, le savoir traditionnel et les processus de cogestion ont une grande valeur, surtout pour les questions liées à l'administration de la *Loi sur la protection des espèces en péril* (LPEP). Avec les nouveaux membres, ITK veillera à ce que les Inuits continuent à avoir une voix au chapitre national pour ce qui est de la LPEP et à surveiller les questions relatives à la participation autochtone et les décisions sur les espèces importantes telles que le petit renne arctique et le caribou de Peary, la baleine boréale et le bélouga, le phoque, le morse et l'ours polaire.

LA CYBERSANTÉ

Un rapport intitulé *The e-Health Status in Inuit Regions: Environmental Scan* (L'état de la cybersanté dans les régions inuites : analyse environnementale) a été achevé. Le rapport fait le point sur l'état de la cybersanté inuite dans les régions et fournit aussi une analyse de niveau élevé des secteurs prioritaires, détermine des étapes concrètes à suivre dans l'élaboration d'un plan de transformation exhaustif en matière de cybersanté inuite, en plus des possibilités et des facteurs de succès essentiels qu'il faudrait intégrer à un plan d'affaires futur en matière de cybersanté.

Le rapport présente plusieurs résultats clés applicables à toutes les régions. La connectivité est la question la plus importante et comprend la bande large, les coûts, l'installation et les services de réparation, ce qui représente un obstacle considérable à surmonter avant d'envisager un déploiement complet de la technologie de la cybersanté.

Le rapport mentionne aussi la capacité en ressources humaines pour appuyer le déploiement de la technologie de la cybersanté, sans parler de son entretien. L'intégration au sein des programmes provinciaux et territoriaux demeure une composante importante de la stratégie de la cybersanté; cependant, il faut y travailler pour voir à ce que ce programme de cybersanté s'applique aux Inuits de façon particulière. Toutes les régions se sont engagées dans diverses activités en matière de cybersanté, bien que le Nunavik dispose d'un modèle de cybersanté en élaboration depuis six ans et prêt à être mis en œuvre.

LA CHASSE AU PHOQUE ET À L'OURS POLAIRE

ITK est active dans la défense des droits de récolte pour les Inuits en ce qui concerne la chasse au phoque et à l'ours polaire. En 2007-2008, ces deux espèces iconiques ont pris les grands titres dans les médias, tandis que les questions ayant rapport à la santé des Inuits échappent complètement à leur attention.

Pendant le dernier exercice, les leaders inuits ont de nouveau fait pression sur l'Union européenne contre l'imposition d'une interdiction sur l'importation des produits du phoque canadiens. Bien qu'ITK n'ait pas participé à la mission européenne de 2008 pour faire des pressions sur les parlementaires européens contre l'imposition d'une interdiction, l'organisation est restée au courant du débat et sait

que les Inuits étaient bien représentés par l'honorable Paul Okalik, premier ministre du Nunavut, en compagnie de Loyola Sullivan, l'ambassadeur canadien pour la conservation des pêches.

Plus tôt en 2007, ITK a émis plusieurs communiqués exhortant le Canada à prendre des mesures commerciales contre les pays européens qui ont interdit l'importation de produits du phoque, notamment la Belgique et les Pays-Bas. Le Canada a réagi en juillet 2007, en déclarant son intention de porter plainte à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour tout pays imposant de telles interdictions. ITK a fait l'éloge du gouvernement canadien pour avoir pris cette position solide. Le Canada a déposé une action à l'OMC en septembre 2007.

Les groupes pour la défense des animaux, soutenus de façon permanente dans leurs campagnes de collecte de fonds, ne cessent de faire des pressions dans une arène non réglementée à Bruxelles pour faire en sorte que l'Union européenne impose par voie législative une interdiction paneuropéenne sur l'importation des produits canadiens du phoque. Les Inuits ont maintenu une opposition inébranlable à toute interdiction de ce genre, malgré les promesses d'exemption pour les produits inuits du phoque, puisqu'on a fait les mêmes promesses dans les années 1980 et les marchés ont été décimés pour tout le monde, y compris les Inuits.

De même, pendant cette période aux États-Unis, des groupes environnementaux ont fait des pressions sur l'United States Fish and Wildlife Service (USFWS) pour classer l'ours polaire comme 'menacé d'extinction' en vertu de la loi américaine intitulée *Endangered Species Act*. Encore une fois, les Inuits ont pris une position unifiée contre cette mesure, puisqu'il est clair que l'ours polaire est utilisé comme un pion dans les efforts des groupes environnementaux américains pour faire des pressions afin que ce pays prenne des mesures plus sérieuses sur le changement climatique.

Inuit Tapiriit Kanatami a travaillé avec le Conseil circumpolaire inuit du Canada pour transmettre une position commune au moyen de communiqués et d'une présentation écrite au Comité sénatorial des États-Unis sur l'environnement et les travaux publics. Des audiences ont été tenues à ce sujet. ITK et le CCI (Canada) ont envoyé une présentation écrite au Comité en février 2008.

La présidente d'ITK Mary Simon a accordé de nombreuses entrevues médiatiques à l'échelle nationale et avec les médias américains sur la question liée à l'ours polaire. Elle a aussi rencontré l'honorable John Baird, ministre canadien de l'Environnement, et a participé aux réunions entre le ministre Baird et les fonctionnaires américains à ce sujet.

Les États-Unis ont annoncé le 14 mai 2008 que l'ours polaire serait classé comme 'menacé d'extinction' en vertu de la loi américaine *Endangered Species Act*. ITK a dénoncé la démarche conjointement avec le CCI.

Personnel du département de la Santé et de l'Environnement

Directrice : Onalee Randell

Coordonnatrice de projets en santé : Elizabeth Ford

Conseiller principal en politiques environnementales : John Cheechoo

Conseillers principaux politiques / chercheurs : Catherine Dallas, Isabelle Champagne-Shields, Eric Loring, Soha Kneen

Coordonnatrices principales de projets : Gwen Thirlwall-Wiebe, Tracy Brown

Coordonnateurs de projets : Selma Ford, Looee Okalik, Jim Cincotta

Conseillère technique – Santé : Jennifer Forsyth

Conseillère en matière de projets – Renseignements inuits : Heather Tait

Coordonnatrice d'ArcticNet : Meghan McKenna

Adjointe administrative : Leanna Steen

DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

La période de 2007-2008 a été marquée par la transformation du département en une équipe jeune, dynamique et compétente, gérée par la nouvelle directrice Belinda Webb. L'équipe est passée rapidement de quatre à huit personnes. Le nouveau plan opérationnel du département, fondé sur les objectifs stratégiques d'ITK et une vision solide pour les cinq prochaines années, était en place à la fin de l'année.

LE LOGEMENT

En octobre 2007, ITK a fait une présentation au rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies Miloon Kothari. M. Kothari a visité le Canada en vue d'examiner la situation relative aux droits en matière de logement convenable, et particulièrement la situation des sans-abri au Canada, des femmes et des peuples autochtones.

ITK a profité de l'occasion pour mettre en évidence le fait que les Inuits vivent dans les logements les plus surpeuplés du pays et qu'il en découle des problèmes particuliers, comme l'augmentation du risque d'exposition aux maladies transmissibles, les risques d'exposition aux toxines 'intérieures' et l'aggravation des problèmes sociaux attribuables à l'exiguïté des conditions de vie.

Des exemples ont été choisis dans l'ensemble du Nunavut pour faire comprendre l'étendue des besoins de logement, leur état et des conditions qui seraient jugées intolérables ailleurs au Canada. Le message global d'ITK se résumait à un appel à passer à l'action sur le logement inuit et la nécessité pour les Inuits, le gouvernement fédéral, ainsi que les compétences provinciales et territoriales appropriées de reprendre les discussions. À la suite de la visite du rapporteur au Canada, plusieurs recommandations préliminaires ont été déposées, la plus importante étant sans doute un appel au gouvernement canadien à élaborer des stratégies globales pour régler la 'crise du logement au Canada', particulièrement pour les peuples autochtones du pays.

En juillet 2007, le *Journal* de l'Association médicale canadienne a publié un article portant sur la qualité de l'air intérieur et le risque d'infections des voies respiratoires inférieures chez les jeunes enfants inuits du Canada. Cet article a suscité beaucoup d'intérêt dans les médias. Par la suite, ITK a rencontré des représentants de la Société canadienne de pédiatrie (SCP) et le docteur Thomas Kovesi. Celui-ci est chercheur principal et spécialiste en maladies pulmonaires à l'Hôpital pour enfants de l'est de l'Ontario où sont envoyés les jeunes patients de Baffin depuis la fin des années 1980.

Les deux groupes, ainsi que l'initiative 'Rassemblés autour d'un rêve' qui est liée à la SCP, sont intéressés à participer à une initiative d'intervention collaborative. Nous travaillons depuis avec ces partenaires pour élaborer un énoncé de position à être publié par les deux groupes dans la revue *Paediatrics and Child Health* de la SCP. Cet énoncé établira des liens entre la qualité de l'air intérieur et le logement, et les résultats pour la santé, y compris le virus respiratoire syncytial (VRS), la pneumonie et la tuberculose.

Parmi les préoccupations, mentionnons :

- Les niveaux élevés de VRS (le taux à Baffin est 40 fois plus élevé qu'à Ottawa)
- Le lien entre les infections et les maladies pulmonaires chroniques
- Le rôle de la qualité de l'air intérieur et du renouvellement d'air sur les taux d'infection

- Les solutions, y compris davantage de logis et de meilleurs systèmes de renouvellement d'air dans les maisons nouvelles et existantes.

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER À VANCOUVER EN 2010

Depuis 2007-2008, ITK travaille avec le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN) pour assurer la représentation et la participation des Inuits à ces jeux. Il est important de remarquer qu'ITK a obtenu des fonds en octobre 2007 pour travailler au dossier des Olympiques en 2010. De plus, le conseil d'administration d'ITK a appuyé l'adoption d'une résolution autorisant l'organisation à jouer un rôle de premier plan par rapport aux Inuits et aux Jeux Olympiques d'hiver en 2010. La résolution vise à assurer un accès équitable, des occasions liées aux jeux et une participation significative à chacune des régions inuites. ITK a déjà entrepris son rôle d'organisation facilitatrice pour les régions inuites.

Par ailleurs, le COVAN a l'intention de faire participer un nombre sans précédent d'autochtones aux Olympiques de 2010. Les quatre Premières nations hôtes sont des partenaires clés sur place du COVAN. Cette organisation joue un rôle déterminant pour faire participer les peuples autochtones de l'ensemble du pays aux activités de 2010. La sensibilisation et le désir de partenariat ont abouti à un protocole d'entente conclu par ITK et les quatre Premières nations hôtes en vue d'établir un plan de travail tripartite (ITK, le COVAN et les quatre Premières nations hôtes) partagé, dont l'élaboration est déjà en marche. Dans le cadre de ce plan de travail, ITK a aussi contribué aux Jeux Olympiques de Beijing en 2008 en fournissant un tambour inuit qui sera exposé dans le secteur consacré à l'expérience du tambour au pavillon Colombie-Britannique – Canada pendant les jeux d'été. Il est à espérer que l'exposition entière sur les tambours sera transportée et présentée à Vancouver au Centre de commerce 2010 au cours des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.

ITK a facilité la mise sur pied du Comité inuit national sur les Olympiques de Vancouver (CINOVAN), dont l'objectif est de veiller à ce que les régions inuites soient sensibilisées aux occasions liées aux Olympiques de 2010 et en mesure d'en profiter. Le comité comprend des représentants des quatre régions inuites du Canada, et on prévoit que le CINOVAN jouera un rôle clé dans la mobilisation des Inuits dans la période précédant les jeux et au cours de ceux-ci.

L'ÉDUCATION

Le Comité national des Inuits sur l'éducation (CNIE) qui existe sans caractère officiel a servi toute l'année de plaque tournante pour la distribution d'informations éducatives et d'autres données pertinentes, comme la recherche, les bourses d'études et les subventions dans les régions.

ITK a poursuivi son rôle de coordonnateur du nord, à temps partiel, auprès du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones (CSACA), qui relève du Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), dans le cadre d'une convention de services de deux ans, de 2007 à 2009, signée par le CSACA et ITK. Le bureau d'ITK à Ottawa continue d'héberger l'employé à temps partiel et sert de centre de diffusion des renseignements, de coordination et de facilitation des activités. ITK a participé à la planification d'un atelier particulier aux Inuits en vue de l'élaboration du Modèle holistique d'apprentissage tout au long de la vie des Inuits. L'atelier s'est déroulé à Iqaluit les 2 et 3 mai 2007.

Parmi les activités du CSACA en 2007-2008, mentionnons la deuxième conférence annuelle sur l'apprentissage chez les autochtones qui a eu lieu à Vancouver en C.-B. du 27 février au 1^{er} mars 2008. Le rapport de la conférence est disponible à www.ccl-cca.ca. Ce site Web comprend aussi d'autres renseignements sur les travaux réalisés par le CSACA au cours de l'année.

L'année 2007-2008 a aussi vu la mise en œuvre de l'Initiative sur l'éducation des Inuits d'ITK, sous la direction de son Groupe consultatif sur l'éducation. Ce projet en trois étapes a été inauguré par la commande de quatre documents de base sur l'éducation des Inuits. La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire a fourni le financement nécessaire à la réalisation des travaux de recherche soutenant ces documents.

La recherche documentaire a servi de fondement aux discussions qui ont eu lieu au Sommet national sur l'éducation des Inuits. Avant le sommet, six groupes de travail comprenant des spécialistes en éducation des quatre régions, provinces, et territoires ont examiné les enjeux entourant les six thèmes du Sommet : 1) Les moyens à prendre pour atteindre les objectifs; 2) La diplomation d'étudiants parlant leur langue et l'une des langues officielles; 3) L'harmonisation des efforts de tous les intervenants du domaine de l'éducation; 4) L'investissement dans les programmes et les approches pédagogiques; 5) La réussite au postsecondaire et 6) L'importance de la collecte et du partage de l'information.

Avec le financement de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, du Conseil canadien sur l'apprentissage, du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones et du Secrétariat aux relations avec les Inuits, le Sommet sur l'éducation s'est centré sur des plans d'action pour chacun des six thèmes du Sommet.

Le Sommet a réuni plus de 85 délégués provenant des quatre provinces et territoires, d'organisations inuites régionales, du gouvernement fédéral et d'autres organisations. Parmi les participants se trouvaient des ministres de l'éducation, des éducateurs, des administrateurs, des décideurs, d'autres représentants d'administrations publiques provinciales, territoriales et fédérales, des représentants des associations inuites régionales et des observateurs. Le point culminant du Sommet a été le discours présenté aux délégués par la gouverneure générale du Canada, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, et sa participation à la réunion en petit groupe sur l'éducation bilingue.

Au cours du Sommet, la présidente d'ITK Mary Simon a participé à des réunions bilatérales avec les ministres de l'éducation du Nunavut et des T.N.-O., des cadres supérieurs des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que des représentants de la Société Makivik, de la Commission scolaire Kativik, de la Nunavut Tunngavik Inc., de l'Inuvialuit Regional Corporation, du Labrador School Board et de Pauktuutit Inuit Women of Canada. Ces réunions avaient pour but de discuter d'une vision concertée sur l'éducation des Inuits et de l'appui à une entente sur l'éducation des Inuits et la Stratégie nationale sur l'éducation des Inuits.

Les discussions au Sommet ont confirmé le besoin urgent d'améliorer les résultats d'apprentissage des Inuits. Un accord préliminaire sur l'éducation des Inuits a été proposé et on prévoit qu'il sera ratifié officiellement à l'été 2008.

La prochaine étape de l'Initiative sur l'éducation des Inuits d'ITK sera l'établissement d'un Comité national sur l'éducation des Inuits qui veillera à l'élaboration et la publication de la Stratégie nationale sur l'éducation des Inuits.

« Pouvons-nous laisser passer une autre année, un autre mois, une autre minute sans dire... qu'il est temps... il est temps d'apporter des changements profonds aux résultats obtenus par nos enfants en matière d'éducation. »

-La présidente d'ITK Mary Simon, Mot de la fin adressé aux délégués au Sommet sur l'éducation d'ITK

LA JEUNESSE

Le poste d'intervenant pour la jeunesse est financé par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSO). Grâce à cet accord de contribution, l'intervenant pour la jeunesse est en mesure de coordonner et de faciliter les questions relatives à la jeunesse en travaillant étroitement avec le Conseil national des jeunes Inuits (CNJI). Après la réunion avec le CNJI le 19 février 2008, les jeunes se sont joints au Comité technique de perfectionnement des ressources humaines inuites (le Comité technique) le 20 février pour explorer comment établir des liens entre les jeunes Inuits et les bénéficiaires de l'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones dans leurs régions. Cette séance visait à promouvoir une relation de travail entre les jeunes et les fournisseurs de services. Des démarches ont aussi été entreprises pour combler les lacunes en vue d'améliorer l'emploi, la formation et les résultats d'apprentissage chez les jeunes, ainsi que les conditions économiques et sociales de tous les Inuits.

L'intervenant pour la jeunesse a participé à la planification de la visite de leurs Excellences à trois régions inuites (Kuujuaq au Québec, Iqaluit au Nunavut et Inuvik dans les Territoires du Nord-Ouest) et rencontré des jeunes de ces secteurs. Ces plans coïncidaient avec le Sommet sur l'éducation d'ITK qui s'est déroulé à Inuvik en avril 2008. L'intervenant pour la jeunesse a participé au Sommet sur l'éducation des Inuits et à l'assemblée publique locale des jeunes.

L'intervenant pour la jeunesse s'est rendu à Inuvik pour participer à la conférence du 12 au 14 février 2008 et a présenté le point de vue des jeunes lors des discussions. De plus, quelques jeunes de différents endroits de l'Arctique ont aussi pris part à la conférence.

Au cours de l'exercice financier, on a produit une deuxième impression du Life Book (Livre de la vie), qui a été publié à l'origine en 2005-2006 en inuktitut et en anglais. On continue également à travailler à l'élaboration d'un protocole d'entente entre le CNJI et ITK pour officialiser les relations entre les deux groupes.

LA PRÉVENTION DU SUICIDE CHEZ LES JEUNES

Compte tenu de la haute priorité accordée par les organisations inuites à la prévention du suicide, ITK a négocié le financement de deux postes par l'entremise de Santé Canada. Au sein du département du Développement socio-économique, la coordonnatrice de la prévention du suicide chez les jeunes (CPSJ) collabore étroitement avec le Conseil national des jeunes Inuits (CNJI) et d'autres organisations inuites pour veiller à ce qu'elles soient informées et qu'elles participent à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones (SNPSJA). Le nom donné à la composante propre aux Inuits est 'Inusiqatsiarniq'. Un conseiller principal en matière de politiques du département de la Santé et l'Environnement collaborera étroitement avec la CPSJ pour que le gouvernement fédéral reste sensibilisé au fait que les Inuits doivent participer à toutes les activités liées à la prévention du suicide.

Une des activités principales de la CPSJ consiste à faire participer directement les jeunes aux professions de prestation des soins et à aborder le problème du suicide en encourageant les groupes communautaires de jeunes à participer à la promotion de styles de vie plus sains, p. ex. les modèles de comportement, les activités culturelles, la langue, l'art, la musique et le théâtre. La CPSJ offre une formation pour aider les jeunes à devenir plus actifs dans la prévention du suicide et l'intervention précoce auprès de leurs amis et leurs pairs au moyen d'ateliers sur des sujets tels que l'estime de soi, l'entraide et la réduction de la pression par les pairs.

Au printemps de 2007, la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (DGSPNI) a élaboré un cadre d'évaluation pour la SNPSJA. Une analyse de ce cadre du point de vue des Inuits, effectuée à l'automne de 2007, a abouti à des recommandations concernant la mise sur pied d'un

comité directeur inuit pour veiller à ce que les évaluations aient un intérêt pour les Inuits. Le Comité national inuit sur la santé (CNIS) a accepté les recommandations, et ITK collabore avec la DGSPNI pour y donner suite.

Le 10 septembre 2007, la Journée mondiale de prévention du suicide, un communiqué et un document d'information ont été publiés conjointement par ITK, Pauktuutit, le Conseil national des jeunes Inuits et le Centre Ajunnginiq de l'Organisation nationale de la santé autochtone. Le document d'information a été traduit et publié sur tous les sites Web. Plus de 150 personnes ont participé à une réunion casse-croûte sur la Colline du Parlement, organisée par la députée Nancy Karetak-Lindell du Nunavut, avec l'appui des élèves et du personnel du programme Nunavut Sivuniksavut, ainsi que d'autres bénévoles. L'événement comprenait des danses inuites au son du tambour, du chant guttural, des coups de pied en hauteur, du tir aux jambes et des discours politiques.

En février et mars 2008, la nouvelle coordonnatrice de la prévention du suicide chez les jeunes Hazel Harrison a participé à des ateliers sur les sujets suivants : Analyse des conséquences sociales de l'exploitation des ressources non renouvelables dans le nord du Canada; Itinérance et réalités en matière de logement chez les Inuits; Connaissances et réseau de soutien pour la prévention du suicide.

Hazel a aussi participé à la Tournée de l'Arctique d'ITK 2008 qui a eu lieu dans la région désignée des Inuvialuits dans les Territoires du Nord-Ouest. Pendant cette tournée, elle a animé trois groupes de discussion pour les jeunes, un dans chacune des collectivités suivantes : Inuvik, Tuktoyaktuk et Paulatuk. Le sujet des discussions était la 'VIE', ses joies et ses peines. L'objet principal du groupe de discussion était d'obtenir des renseignements, directement des jeunes Inuits, en vue de cerner les difficultés à régler. Des groupes de discussion semblables se tiendront dans les trois autres régions inuites au cours de l'exercice 2008-2009.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Depuis 2001, ITK offre aux éducateurs en matière de développement de la petite enfance la possibilité de jouer un rôle clé dans l'élaboration d'un plan qui profitera aux enfants inuits à l'avenir. ITK continue de fournir une orientation et des rétroactions au gouvernement fédéral sur la perspective des Inuits par rapport à ce sujet. En octobre 2007, le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance chez les Inuits (le Groupe de travail) a tenu son assemblée annuelle à Ottawa. Voici quelques-uns des sujets à l'ordre du jour :

- Le plan de recherche axé sur les besoins spéciaux
- Le site Web intitulé Cercle d'apprentissage à la petite enfance autochtone
- Le sondage sur les enfants autochtones
- La stratégie de développement de la petite enfance chez les Inuits
- Le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance
- Un survol du Sommet sur l'éducation des Inuits

ITK travaille également à un plan de recherche axé sur les besoins spéciaux. Depuis la table ronde autochtone sur les besoins spéciaux en février 2007, un sondage préliminaire sur les besoins spéciaux a été élaboré. Le Groupe de travail a eu pour tâche d'examiner le sondage et de préparer des conseils à ce sujet. Le groupe comprend des représentants d'organisations inuites régionales, tant urbaines que du nord, qui travaillent et qui ont un grand intérêt dans le développement de la petite enfance chez les Inuits. Le sondage préliminaire a été discuté lors de la réunion du Groupe de travail en octobre 2007.

LE COMITÉ TECHNIQUE DE PERFECTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES INUITES

Au cours de l'année, la coordonnatrice de l'emploi et de la formation a continué d'informer les membres du Comité technique de perfectionnement des ressources humaines inuites (le Comité technique) des divers programmes, activités et projets de recherche ayant rapport à l'emploi et à la formation des Inuits. Des renseignements ont été fournis sur le marché du travail concernant les initiatives et les programmes du Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones du Canada, les programmes en développement des ressources humaines autochtones en environnement (DRHAE), les projets de recherche, les politiques et les programmes de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) et d'autres renseignements pertinents.

La coordonnatrice de l'emploi et de la formation a travaillé étroitement avec la Direction des affaires autochtones de RHDSC en communiquant par téléphone et courriel, et par des rencontres personnelles. En mai 2007, lors d'une réunion entre la Direction des affaires autochtones et des représentants d'ITK, il a été proposé de combiner les plans de travail de coordination d'ententes sur le développement des ressources humaines autochtones (EDRHA) et de l'intervenant pour la jeunesse et de les présenter comme un seul plan de travail de coopération en matière de politiques. Le plan de travail a été élaboré et présenté pour la période allant d'avril 2007 à mars 2009.

L'Accord inuit a été mis au point et, après son approbation par le Comité technique et la direction d'ITK, il a été présenté à RHDSC. La cérémonie de signature de l'Accord a eu lieu le 26 novembre 2007; les signataires étaient la présidente d'ITK Mary Simon et le ministre de RHDSC Monte Solberg. L'Accord sera valable pour deux ans, d'avril 2007 à mars 2009 et sert d'entente-cadre politique pour les EDRHA/RHDSC régionales dans le cadre de la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones (SDRHA).

Les travaux sont déjà en cours pour planifier une nouvelle entente après 2009. Les membres du Comité technique se sont réunis en décembre 2007 en vue de cette initiative. Des représentants de Service Canada et de la Direction des affaires autochtones (DAA) de RHDSC ont participé à la réunion.

La deuxième assemblée annuelle 2007-2008 du Comité technique a eu lieu à la fin de février 2008 à Ottawa. Les signataires inuits d'EDRHA, la DAA, Service Canada et le Secrétariat aux relations avec les Inuits ont participé à la réunion. Du point de vue politique, les discussions ont porté sur la SDRHA après 2009 et sur la façon de refléter la position propre aux Inuits et de l'appliquer aux activités de développement après 2009. Du point de vue de l'exécution des programmes, un dialogue constructif s'est déroulé entre les signataires inuits d'EDRHA et les représentants de Service Canada. Les points principaux comprenaient une approche standard pour faire rapport des besoins dans l'ensemble des régions et les problèmes techniques liés au téléchargement de données dans le système de rapport informatisé de Service Canada.

Une importante approche novatrice a été mise à l'essai lors de cette assemblée annuelle : les membres du comité directeur du Conseil national des jeunes Inuits (CNJI) ont été invités à s'adresser aux signataires d'EDRHA au sujet des préoccupations liées à l'emploi et la formation chez les jeunes Inuits et sur la façon de trouver des moyens de les résoudre. Les deux parties ont pu profiter du dialogue et elles ont convenu à l'unanimité de faire participer dorénavant les membres du CNJI aux réunions du Comité technique.

Le plan de travail élaboré pour l'exercice 2007-2008 comprenait quelques projets de recherche où les jeunes Inuits participeraient à une collecte de données et la création d'une base de données sur les programmes de formation et d'emploi, et les services mis à la disposition des jeunes dans l'ensemble des régions. En raison des délais à recevoir le financement, les projets de recherche ont été retardés et seront effectués, il est à espérer, au cours du nouvel exercice. La recherche est importante pour que les jeunes Inuits dans les régions puissent avoir une idée claire de la situation sur le marché du travail et pour les contributions à la SDRHA après 2009.

Les signataires inuits d'EDRHA ont participé à l'étude sur le coût de la vie dans les régions nordiques et éloignées, entreprise par RHDSC. Le coût de la prestation de services et de programmes dans l'Arctique est l'une des préoccupations principales des signataires inuits d'EDRHA et il est encourageant de constater que RHDSC a entrepris des recherches sur ce sujet particulier.

Dans le cadre de l'examen de la politique de développement des ressources humaines, RHDSC a lancé un processus d'évaluation en deux étapes de signataires d'EDRHA sélectionnés au hasard. Deux organisations inuites ont été évaluées. La coordonnatrice de l'emploi et de la formation d'ITK a participé au comité d'évaluation du processus d'évaluation formative et a fourni aux signataires inuits d'EDRHA les mises à jour provenant de la Direction générale de l'analyse stratégique, de la vérification et de l'évaluation de RHDSC. La coordonnatrice de l'emploi et de la formation a aussi participé à la recherche en accordant une entrevue.

La coordonnatrice de l'emploi et de la formation a participé aux activités suivantes et partagé les renseignements obtenus avec le Comité technique :

- Groupe de discussion sur l'évaluation stratégique des programmes d'Équité en milieu de travail du gouvernement fédéral, en avril 2007;
- Groupe de discussion sur les autochtones vivant en milieu urbain, à Vancouver, en juin 2007;
- Réunion du conseil d'administration du Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones du Canada, en juillet 2007; téléconférence du conseil d'administration, en août et en novembre 2007;
- Comité d'évaluation de la demande de propositions de la Direction des affaires autochtones (DAA) / RHDSC pour un projet de recherche entrepris par la DAA dans le cadre de son étude sur le coût de la vie dans les régions nordiques et éloignées;
- Comité consultatif du Conseil des ressources humaines de l'industrie minière (RHIM), demande de propositions sur l'élaboration d'un guide de RH du RHIM pour les collectivités autochtones.

LE PROJET DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES EN MILIEU URBAIN

L'accès à la formation et l'emploi par les Inuits vivant en milieu urbain reste un sujet de préoccupation continu et il fait habituellement l'objet de discussions lors des réunions des signataires inuits d'EDRHA. En plus de coordonner la recherche et de présenter un exposé de position sur la question à RHDSC en décembre 2006, la coordonnatrice de l'emploi et de la formation a communiqué de façon régulière avec le Secrétariat aux relations avec les Inuits et le comité sur les Inuits vivant en milieu urbain.

Lors d'une téléconférence en mai 2008, la Stratégie pour les autochtones vivant en milieu urbain (SAVMU) entreprise par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) a été discutée, notamment comment les Inuits résidant en milieu urbain pourraient participer et profiter de la stratégie. Les membres du comité sur les Inuits vivant en milieu urbain ont rencontré le groupe national sur la SAVMU lors du Groupe de discussion sur les autochtones vivant en milieu urbain à Vancouver en juin 2007. Auparavant, une réunion officielle avait eu lieu, regroupant ITK et le bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du MAINC pour discuter comment les centres urbains inuits pourraient bénéficier de la SAVMU. À ce jour, les communautés d'Inuits résidant en milieu urbain commencent à s'organiser officiellement et à participer aux comités régionaux de la SAVMU. Il est à espérer que la stratégie qui suivra la SDRHA après 2009 comprendra

des politiques et des programmes visant à aider les Inuits dits 'urbains' à avoir accès à des programmes et des services de formation et de perfectionnement des compétences, et à obtenir du travail.

Dans l'ensemble, 2007-2008 a été une année remplie d'événements positifs. La participation de la coordonnatrice de projets à divers comités, conseils et activités de mise en valeur des ressources humaines a aidé à promouvoir et à représenter les intérêts des Inuits. Le comité technique des signataires inuits d'EDRHA et le Conseil national des jeunes Inuits ont entrepris un dialogue visant à améliorer les relations de travail. Il est à espérer que la stratégie qui suivra la SDRHA après 2009 présentera des moyens de répondre aux besoins des populations urbaines inuites de manière à ce que leurs habiletés et leurs talents ne soient pas perdus, mais plutôt utilisés au profit des gens et de l'économie du pays. Les questions liées aux coûts de la prestation de services dans l'Arctique restent encore à être étudiées et analysées. Parmi d'autres préoccupations, mentionnons l'établissement de rapports, la formation culturelle pour les fonctionnaires travaillant avec les régions, l'accès aux services pour les Inuits atteints de handicaps, le financement de la garde d'enfants et la prestation de possibilités d'emplois intéressants dans le contexte nordique. Les signataires inuits d'EDRHA anticipent les consultations politiques qui vont se poursuivre avec RHDSC sur la stratégie qui suivra la SDRHA après 2009. Il est à espérer que l'orientation adoptée par RHDSC après 2009 servira les intérêts des Inuits, les personnes qui vivent, représentent et protègent l'Arctique.

LA LANGUE ET LA CULTURE

La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels d'ITK gère les activités du Comité national sur la langue des Inuits. Les membres du comité, qui proviennent de sept organisations inuites, organisent des projets linguistiques régionaux financés par l'Initiative des langues autochtones du ministère du Patrimoine canadien. Le comité collabore aussi avec ITK sur des sujets relatifs aux langues inuites tels que le prochain Symposium sur les langues indigènes dans l'Arctique qui aura lieu en Norvège en 2008 et qui a été lancé par Patrimoine canadien et présenté au Conseil de l'Arctique.

Un symposium national sur la langue des Inuits a eu lieu en septembre 2007 et comprenait des participants de toutes les régions inuites ainsi que des spécialistes du Arctic College, de l'université York, du gouvernement du Nunatsiavut, de l'Institut culturel Avataq, du Secrétariat aux relations avec les Inuits, de Tungasuvvingat Inuit (Fondation autochtone de guérison), du Conseil national des jeunes Inuits, du Nunavut Sivuniksavut et de Patrimoine canadien. Une version préliminaire de la stratégie linguistique inuite nationale a été préparée et présentée aux cadres supérieurs d'ITK et de Patrimoine canadien comme il avait été demandé en octobre 2007. Plusieurs modifications y ont été apportées et le document a été présenté de nouveau en janvier.

Les membres du Comité national sur la langue des Inuits (CNLI) ont aussi participé à la conférence de l'initiative nationale des langues autochtones organisée par Patrimoine canadien et qui s'est déroulée à Québec en février 2008. Le CNLI a tenu son assemblée nationale tout de suite après la conférence. Des paramètres ont été rédigés et seront présentés au conseil d'administration d'ITK en 2008-2009.

La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels d'ITK a aussi participé à une réunion sur les questions linguistiques particulières au Nunavut en février 2008, organisée par Patrimoine canadien. Parmi les participants, on comptait des représentants du gouvernement du Nunavut, de l'Inuit Broadcasting Corporation, de la Kitikmeot Inuit Association et de la Qikiqtani Inuit Association. L'objet de la réunion était d'élaborer une stratégie d'utilisation des fonds de l'Initiative des langues autochtones et des fonds provenant de l'accord territorial sur les langues. Des progrès considérables ont été réalisés en 2007-2008 pour officialiser le comité et accroître la collaboration à l'échelle régionale et nationale sur la protection, la revitalisation et le maintien des langues inuites au sein du Nunaat inuit.

LE SOMMET NATIONAL DES FEMMES AUTOCHTONES

L'Association des femmes autochtones du Canada et le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, avec un appui financier du gouvernement du Canada, ont été heureux de collaborer comme organisateurs du tout premier Sommet national des femmes autochtones, du 20 au 22 juin 2007 au centre Pepsi de Corner Brook, Terre-Neuve et Labrador. Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, l'honorable Danny Williams, a coprésidé l'événement avec la présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada Beverley Jacobs.

ITK et Pauktuutit ont collaboré à cette initiative pour représenter les préoccupations des femmes inuites. ITK a présenté plusieurs documents d'orientation, notamment : Protection de l'environnement, Santé et bien-être des Inuits, Droit et justice, Revitaliser et renforcer la culture et la langue, Pauvreté et protection de l'enfance. Pauktuutit a présenté 13 mémoires sur des sujets touchant plus particulièrement les femmes inuites. À la fin du Sommet, 137 recommandations ont été proposées par les femmes des Premières nations, inuites et métisses, 59 recommandations ont été jugées des priorités et 29 recommandations ont été mises en évidence par thème pour une action plus rapide. Les trois thèmes principaux étaient : Santé, sécurité et bien-être, Égalité et autonomisation, et Force, équilibre et honneur. On peut obtenir le rapport final sur demande ou à www.nwac-hq.org.

À l'heure actuelle, ITK travaille étroitement avec Pauktuutit en vue du deuxième Sommet national des femmes autochtones qui se déroulera à Yellowknife en juillet 2008. La présidente d'ITK Mary Simon prononcera le discours d'ouverture lors de la réception inaugurale et sera aussi une des conférencières principales au cours du séminaire sur l'égalité et l'autonomisation.

Personnel du Développement socio-économique d'ITK :

Belinda Webb: Directrice

Sharon Edmunds: Conseillère principale en politiques

Maria Wilson: Conseillère principale de projets

Andrea Carter: Adjointe administrative

Heather Campbell: Coordinatrice des projets linguistiques et culturels

Mishael Gordon: Coordinatrice du développement des jeunes enfants

Tommy Akulukjuk: Intervenant pour la jeunesse

Hazel Harrison: Coordinatrice de la prévention du suicide chez les jeunes

DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS

Le département est responsable de la communication d'activités d'ITK méritant d'être signalées aux médias, ainsi que de la création de documents corporatifs clés comme notre rapport annuel, la revue Inuktitut et Inuit Today. Nous répondons aux demandes de renseignements au sujet des Inuits du Canada et nous assurons aux départements et aux leaders d'ITK la disponibilité de documents et un soutien médiatique pour informer les auditoires cibles au sujet des Inuits du Canada. Voici les principaux événements :

SOUTIEN MÉDIATIQUE

De nombreuses initiatives, annonces et conférences auxquelles la présidente Mary Simon a participé ont reçu du soutien. La présidente a inauguré sa tournée de conférences en octobre 2007 au Canadian Club of Ottawa. Au cours de 2007-2008, des présentations ont eu lieu dans plus de six lieux de réunion, six villes et cinq provinces. ITK remercie First Air de son parrainage national qui permettra aux participants de la tournée de visiter les trois territoires en 2008 et 2009.

Au cours du dernier exercice, le département a diffusé plus de trois douzaines de communiqués, d'annonces et d'avis aux médias, et rédigé plusieurs articles et commentaires voisins de la page éditoriale qui ont été publiés dans *The National Post*, le *Globe and Mail*, le *Hill Times*, *Nunatsiaq News*, *News North*, *The Labradorian*, *Inuvik Drum*, et *Above & Beyond*. Le personnel des Communications a aussi coordonné plusieurs entrevues avec les médias, notamment pour le Service du Nord de la CBC, Taqramiut Nipingat Incorporated, Okalakatiget Society, Inuit Broadcasting Corporation, Aboriginal Peoples Television Network, CBC, CTV, CPAC et de plus en plus de médias internationaux comme la BBC, Fox network et CBS.

L'intérêt des médias par rapport aux questions liées à l'Arctique a augmenté sensiblement, sans doute en raison du changement climatique, mais aussi de ses liens corrélatifs à la souveraineté arctique et de l'ouverture potentielle du passage du Nord-Ouest en vue d'une route de navigation plus rentable.

SÉRIE DE CONFÉRENCES INUITES

ITK a établi un partenariat avec l'université Carleton et le Secrétariat aux relations avec les Inuits d'AINC en vue d'entreprendre une série de conférences inuites. Les conférences en soirée sont conçues pour rassembler des experts sur des sujets particuliers afin de sensibiliser un auditoire de jeunes ainsi que le grand public. La première de la série de conférences intitulée « Canada's Hidden Language Crisis: Inuit Language in the Arctic » (en anglais seulement) a eu lieu à l'université Carleton le 27 mars 2008. Les conférenciers étaient Jose Kusugak, Eva Aariak et Brad Morse. Kathleen Petty de la section radio de la CBC a été l'animatrice des activités.

TOURNÉE DE L'ARCTIQUE INUIT

En 2003, ITK avait organisé une 'Tournée de l'Arctique inuit' pour sensibiliser les hauts fonctionnaires fédéraux aux questions propres aux Inuits et pour faire visiter l'Arctique à des cadres supérieurs de la fonction publique.

En 2008, la Tournée de l'Arctique inuit a eu lieu du 6 au 11 avril dans la région inuvialuite des Territoires du Nord-Ouest. Vingt hauts fonctionnaires fédéraux provenant de 13 ministères fédéraux ont participé à cette tournée. Les points saillants de la tournée incluaient des séances d'information de la part de l'Inuvialuit Regional Corporation, à Inuvik, et des présentations communautaires à Tuktoyaktuk et Paulatuk. Les participants de la tournée ont beaucoup apprécié le trajet entre Inuvik et Tuktoyaktuk sur l'autoroute de glace, prenant un déjeuner à un site de forage en route et participant à un tournoi de pêche à Paulatuk sur un lac glacé. ITK remercie Capital Health et Larga Edmonton de leur immense soutien pendant la tournée, et Norterra de sa séance d'information fort intéressante sur les initiatives de développement économique dans la région des Inuvialuits pour les bénéficiaires inuvialuits.

ÉDITION

La revue *Inuktitut* a été publiée deux fois cette année. Elle a été gérée de façon compétente par l'éditrice Melissa Irwin et publiée en inuktitut, en anglais et en français. Elle est publiée depuis plus de 40 ans et représente la publication en inuktitut la plus ancienne au Canada.

TECHNOLOGIE

Le site Web d'ITK continue à accueillir des internautes du monde entier avec des renseignements sur ITK, les Inuits du Canada et les questions pertinentes aux Inuits en 2007 et 2008. ITK a emboîté le pas et utilisé les services de commerce universel de YouTube pour communiquer des messages clés par l'un des moyens visuels les plus attirants de notre époque. Les blogues représentent sûrement notre prochain moyen de communication.

Stephen Hendrie : Agent principal de communications

Melissa Irwin : Agente de communications

MERCI DE VOS DONNÉS À ITK

ITK est un organisme national caritatif sans but lucratif qui vise à préserver l'identité, la culture et le mode de vie des Inuits. Votre don à ITK a soutenu des initiatives particulières qui répondent à nos besoins les plus importants tels que le travail environnemental sur l'atténuation des répercussions du changement climatique, le développement de moyens d'améliorer la santé des Inuits et les questions touchant les enfants et la jeunesse. ITK est reconnaissante envers tous les donateurs qui ont renouvelé leur soutien pour ITK cette année. Nous aimerions reconnaître nos donateurs pour leur soutien continu au travail effectué par ITK. Pour des renseignements sur la façon de faire des dons à ITK, veuillez communiquer avec Natalia Haldorsen au 613-238-8181, poste 299.

Rhoda Abbey	Mary Corneille	David & Rosi Jory
Rex Barger	Madeline Crilley	Catherine Kohlsmith
David Boag	Beverly Daniels	Sylvia Lenard
Helen & Peter Bouchier	Dr. Michael & Mrs. B. Kim Davidman	Bonnie Maclachlan
Doris Bradley	Shirley Emery	Joyce Mathieson
Dr. Lewis & Dr Elisabeth Brandt	Dononald Ferguson	Evan Melnyk
Sheila Brown	Gerald Foord	Donald Micks
Qennefer Browne	Shirley Fyles	Donald Moors
Varunee Buerkle	Catherine Gillies	Nielson-Jones
Rebecca Burke	Marion Handcock	Robert Paine
Bernard Burton	Joseph Hatton	Ron Philipp
Verna Caskey	Lucinda & Gordon Hayden	Ian Pringle
Louise Chevalier	Phyllis Head	Jerold Rothstein
Todd Christensen	Barbara Hinds	Wendy Russell
George Clark	Dr. T. and Mrs D.T Hofman	Burdett Sisler
Coghlan Coghlan	Robert Howard	Grace Street
Rod Cohen	M.L. Jayne	CPS Taylor
Wilhelm Coljee	Eunice Johnston	Helen Turbett
Milo Connelley	Guy Jones	Sofia & Pierre Walder

DÉPARTEMENT DE FINANCES

Le département de Finances, Administration et Ressources humaines d'ITK est constitué d'un personnel qui voit à ce que l'organisation puisse fonctionner sans heurts. Le département utilise des systèmes et des contrôles pour s'assurer que les activités d'ITK sont transparentes et que l'organisation est tenue responsable de ses dépenses. Nous veillons à ce que tous les départements obtiennent des renseignements et du soutien financier précis et en temps opportun. Nous fournissons aussi du soutien au processus de dotation, nous complétons les préparatifs de voyage et nous entretenons la liste des donateurs d'ITK.

Voici la liste du personnel :

Carol Jattan : Directrice

Jennifer Bradley : Agente des ressources humaines / Agente financière

Koomook McLister : Commis aux finances

Irina Appa : Déplacements / Coordinatrice administrative

Natalia Haldorsen : Agente financière

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'état financier condensé de la situation financière, l'état condensé des résultats d'exploitation et l'état condensé de l'actif net

proviennent des états financiers complets d'Inuit Tapiriit Kanatami au 31 mars 2008 et pour l'exercice se terminant à cette date et pour lequel nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport du 23 mai 2008. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève des administrateurs de la société. Notre responsabilité, en conformité avec la Note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut canadien des comptables agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À notre avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers pourraient ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats des opérations, les modifications au niveau de l'actif net et les flux de trésorerie de l'organisation, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

KPMG S.A. / SENC.R.L.

Ottawa, Canada

BILAN SOMMAIRE

31 mars 2008 avec données comparatives de 2007.

	2008	2007
ACTIFS		
Actifs à court terme :		
Encaisse	738,007 \$	173,515 \$
Comptes à recevoir	250,611	229,236
Contributions à recevoir	1,406,518	2,260,555
Frais payés d'avance	23,945	-
	2,419,081	2,663,306
Immobilisations	162,187	187,424
	2,581,268 \$	2,850,730 \$
PASSIF ET ACTIFS NETS		
Passif à court terme :		
Comptes fournisseurs et charges à payer	1,124,710 \$	1,871,929 \$
Revenu différé	531,989	253,420
	1,656,699	2,125,349
Apports de capital différés	7,378	14,660
Actifs nets :		
Investis dans les immobilisations	154,809	172,764
Affectés à l'interne	299,437	299,437
Non affectés - Opération générale et projets financés	462,945	238,520
	917,191	710,721
	2,581,268 \$	2,850,730 \$

Au nom du conseil d'administration :



Directeur



Directeur

ÉTAT DES RÉSULTATS SOMMAIRE

31 mars 2008, avec données comparatives de 2007.

	Opérations générales	Activités subventionnées	208 Total	2007 Total
RECETTES :				
Contributions	-	6,360,719 \$	6,360,719 \$	6,129,862 \$
Autres	433,219	-	433,219	341,031
	433,219	6,360,719	6,793,938	6,470,893
Recettes reportées, à l'ouverture de l'exercice				
	116,998	126,977	243,975	116,998
Recettes reportées, à la clôture de l'exercice	(116,998)	(414,991)	(531,989)	(253,420)
	433,219	6,072,705	6,505,924	6,334,471
DÉPENSES :				
Administration	223	423	646	10,756
Publicité	38,953	9,885	48,838	24,957
Frais bancaires	5,228	-	5,228	7,729
Communications	21,093	129,640	150,733	98,015
Distribution	24,840	18,270	43,110	41,144
Location de matériel	317	8,102	8,419	6,427
Ameublement/matériel	51,567	-	51,567	49,317
Assurance	11,775	-	11,775	11,991
Frais de bureau	30,951	48,257	79,208	85,616
Impression	12,060	91,434	103,494	126,369
Coûts de production	1,055	10,816	11,871	29,422
Honoraires professionnels	65,815	889,194	955,009	739,099
Loyer	231,785	85,000	316,785	317,961
Réparations et entretien	-	-	-	19,160
Salaires et avantages sociaux	61,147	2,288,953	2,350,100	2,674,858
Traduction	3,779	55,967	59,746	68,628
Déplacements	208,852	940,051	1,148,903	1,139,872
Participation aux organisations affiliées :				
Activités liées à des projets		928,785	928,785	853,988
	769,440	5,504,777	6,274,217	6,305,309
FRAIS D'INVESTISSEMENT ET D'ADMINISTRATION	(567,928)	567,928	-	-
	201,512	6,072,705	6,274,217	6,305,309
INSUFFISANCE DES RECETTES SUR LES DÉPENSES AVANT LES TRANSFERTS INTERNES ET L'AMORTISSEMENT				
	231,707	-	231,707	29,162
Amortissement des immobilisations	(76,804)	-	(76,804)	(77,184)
INSUFFISANCE DES RECETTES SUR LES DÉPENSES AVANT LES TRANSFERTS INTERNES	154,903	-	154,903	(48,022)
Transferts internes d'immobilisations	51,567	-	51,567	49,317
Crédits affectés reportés			-	-
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	206,470 \$	-	206,470 \$	1,295 \$

SOMMAIRE DE L'ÉTAT DE MODIFICATIONS À L'ACTIF NET

31 mars 2008, avec données comparatives de 2007

	INVESTISSE- MENT DANS LES IMMOBILISATIONS	AFFECTÉS	NON AFFECTÉS	2008	2007
BILAN, DÉBUT DE L'EXERCICE					
Tel que présenté dans les derniers états financiers	172,764 \$	299,437 \$	238,520 \$	710,721 \$	709,426 \$
Excédent (Insuffisance) des recettes sur les dépenses	-	-	206,470	206,470	1,295
Amortissement des immobilisations	(76,804)	-	76,804	-	-
Investissement dans les immobilisations	51,567	-	(51,567)	-	-
Amortissement des apports de capital différés	7,282	-	(7,282)	-	-
BILAN, FIN DE L'EXERCICE	154,809 \$	299,437 \$	462,945 \$	917,191 \$	710,721 \$